

# Moustapha Ould Abeiderrahmane rompt le Silence Quel avenir pour la démocratie dans notre pays?

**L**eader historique des Kadihines, figure emblématique de l'ex-AMD un mouvement d'opposition des années 80, Ould Abeiderrahmane est revenu au pays en 1985 où il eut à assumer de hautes responsabilités. Porte-parole du Candidat Ould Taya lors des élections de 92 et de 97 il

fut également ministre de l'information, de l'hydraulique, gouverneur de la BCM et ministre secrétaire général de la Présidence. Moustapha Ould Abdeiderrahmane que la presse locale avait surnommé "l'animal politique" a décidé de rompre le silence. Pourquoi? Lisez-le!

*Lire page 2*



# Moustapha Ould Abeiderrahmane rompt le Silence Quel avenir pour la démocratie dans notre pays?

Ces jours-ci, la scène politique s'anime à la faveur de l'élection présidentielle du 7 novembre prochain. A cette occasion, j'ai décidé de rompre le silence que je me suis imposé depuis de longues années. Pour quelles raisons?

Tout d'abord parce que, comme bon nombre d'observateurs, j'estime que notre pays travers sinon une crise, du moins un blocage dans son avancée vers la démocratie et la modernité. La Mauritanie en effet, du fait de son long isolement historique, demeure une société agropastorale qui n'a connu de pouvoir centralisé qu'au cours de la colonisation. La société mauritanienne quant à elle est relativement fermée et par tradition éclatée en tribus et castes, système où le groupe prévaut toujours sur l'individu. Par conséquent, notre forme de démocratie reste encore assez éloignée des modèles occidentaux que nous tentons aujourd'hui de mettre en place.

Par ailleurs, la vie politique de la Mauritanie a été perturbée après l'indépendance par la mise en place d'un parti unique et du système de pensée qui en découle. Au point qu'on peut dire que le peuple mauritanien a fait l'impasse jusqu'à ce jour sur la définition concertée d'un véritable projet commun de société et sur sa mise en œuvre. En effet, ni les pouvoirs qui se sont succédés, ni leur opposition n'y sont parvenues, à l'exception toutefois de la tentative autour de la "charte nationale" du PPM, vouée à l'échec du fait de la guerre du Sahara, conflit dont les conséquences ont été catastrophiques pour le pays avec l'instauration d'un régime d'exception, alors que sévissait la plus grande sécheresse du siècle dernier.

C'est dire la complexité de la mise en œuvre du processus démocratique depuis la fin du régime d'exception avec l'adoption, en 1991, de la constitution qui régit aujourd'hui nos institutions. Cette tâche est rendue encore plus difficile par l'esprit de parti unique et la pratique de pouvoir personnel exercée par la quasi-totalité des dirigeants politiques. Enfin, la nécessité d'un changement démocratique a résulté tout autant d'une pression extérieure que d'une profonde nécessité nationale.

Les fondements de la démocratie sont la tolérance, le respect de l'autre et de sa différence et de son droit à exer-

cer, le pouvoir en votre lieu et place. On peut mesurer le degré de démocratie d'un système donné par la place occupée par l'opinion publique et ses relais dans la société civile et dans l'opposition organisée. De plus, un système démocratique suppose une réelle pratique démocratique, à savoir le respect de la loi, de l'ordre et de la chose publique, une constante volonté d'apaisement et de concertation, une écoute attentive et permanente de l'opinion publique, la garantie d'une presse libre et responsable, une autorité judiciaire compétente chargée de garantir et faire respecter les droits et devoirs de chaque citoyen comme de tout groupe social, une gestion transparente et honnête des deniers publics et des procédures d'élection et de représentation claires et consensuelles. Il est impératif que les candidats à l'élection actuelle s'engagent publiquement à respecter ces principes, ces méthodes et comportements, et à les mettre en œuvre au cours de la campagne électorale et par la suite.

J'en appelle donc au sursaut national et à la fibre patriotique afin que, du côté de l'opposition, tous s'engagent au respect du résultat des urnes, au maintien de la sécurité et de l'ordre public et que, de notre côté, la transparence et l'honnêteté du scrutin promises soient absolument au rendez-vous.

En appelant au renouvellement de l'élection du Candidat MAAOUYA OULD SID'AHMED TAYA, il me semble essentiel

de proposer au prochain élu à la charge de la présidence de la République les mesures suivantes pour consolider la démocratie et promouvoir une meilleure gestion des affaires publiques, notamment :

Un élargissement du système d'élection à proportionnelle, impliquant pour les élections parlementaires et communales au moins 50% du corps électoral. C'est là un moyen réel de faire entrer dans le jeu politique des représentants de secteurs de l'opinion ne disposant pas de ressources importantes et jusqu'à présent peu ou pas représentés.

La promulgation d'une loi imposant la publication et le contrôle des frais de campagne pour lutter contre l'idée que toute élection chez nous se gagne en fonction des sommes d'argent distribuées.

L'instauration d'un rôle officiel pour l'opposition à travers ses principaux leaders (avec par exemple le droit d'être informé et consulté à propos des grandes décisions d'intérêt national).

L'introduction du débat contradictoire au sein des médias publics et la libéralisation des médias audio.

L'assainissement de la Fonction publique, la revalorisation des salaires conjuguée à une dépolitisation, en valorisant compétence et expertise, expérience et honnêteté pour les charges publiques.

La démocratie est un combat. Si nous nous y engageons tous, la Mauritanie gagnera.

**MOUSTAPHA OULD  
ABEIDERRAHMANE  
27 OCTOBRE 2003**